Intégration sociale ?

ILS ont 15 et 17 ans. Dans un autre milieu ou environnement, ils seraient sûrement en SC, HSC et auraient commencé, comme les ados de leur âge, une réflexion sur leur carrière/filière universitaire. Christelle, 15 ans, et Stephano, 17 ans, ont grandi dans un autre décor, là où toutes les conditions sont réunies pour une descente aux enfers : pauvreté, promiscuité, violence, drogue, prostitution, un cycle infernal qui ne pourrait que les conduire, comme c'est le cas aujourd'hui, derrière les barreaux, les deux mineurs étant accusés de complicité dans le meurtre de Reena Munogee, la jeune femme égorgée à Grand-Baie. Absence de repères, de valeurs morales – leurs familles immédiates sont soupçonnées de faire partie du business de la drogue et de la prostitution –, les deux jeunes, s'ils étaient au moins scolarisés, auraient pu s'accrocher à l'école, passeport des pauvres. Tel ne fut pas le cas et c'est sans surprise qu'ils sont tous deux rattrapés par la fatalité qui les guettait depuis leur naissance. Les deux jeunes auraient-ils eu un meilleur avenir s'ils avaient été encadrés et accompagnés sur le plan social ?

Une question qui fait penser, toutes proportions gardées, à ces quelques familles menacées d'expulsion à La Valette – village intégré de la *National Empowerment Foundation* (NEF) – qui ne respecteraient pas le contrat social en ne payant pas leurs mensualités, ne travaillant pas et s'adonnant, paraît-il, à quelque trafic illicite. Si, d'un côté, l'on peut comprendre le ministre Duval qui veut se montrer intraitable, ne voulant pas, à cause de quelques têtes brûlées, que «*ce village finisse comme certains logements sociaux où l'on ne peut plus mettre les pieds*», de l'autre, la «*colère*» de Mary Jolicœur est légitime.

Cette travailleuse sociale et ancienne accompagnatrice des familles de La Valette, qui maîtrise tous les tenants et aboutissants de ce dossier, fustige (dans les colonnes de *l'express* de jeudi dernier) l'absence d'encadrement des habitants sur le long terme. «*Nous avions bien expliqué à l'État que ces familles avaient besoin d'être accompagnées individuellement. Chacun a un vécu très difficile et différent. (...) Des officiels de la NEF nous ont fait clairement comprendre qu'ils n'avaient plus besoin de nous et qu'ils prenaient le relais. Or, ils ont fait une formation uniforme en* life skills *(...). Ces familles doivent être approchées par des personnes qualifiées, qui comprennent leurs réalités, qui soient capables de les mettre sur les rails tout en les aidant à trouver des solutions.*»

C'est dire à quel point l'accompagnement des démunis et des plus pauvres s'avère nécessaire, leur relogement n'étant pas une fin en soi. Il ne suffit pas d'annoncer en grande pompe la construction de centaines d'unités de logement, l'exercise pouvant ressembler à un déplacement géographiquement des problèmes, certains complexes sociaux pouvant alors se convertir en ghettos. Bien évidemment, on ne peut qu'applaudir le ministre Duval pour son projet de construire 1 400 maisons jusqu'à la fin de l'année. Le projet est louable s'il s'insère, comme le nom de son ministère l'indique, dans un processus d'intégration de ceux qui ont toujours connu la précarité comme mode de vie. L'objectif étant d'extirper les défavorisés de leur misère, en les aidant à se mettre debout, sans pour autant créer une politique d'assistanat. Cela dit, ce n'est pas parce qu'ils sont pauvres qu'ils ne méritent pas des conditions décentes pour vivre. Or, on a vu dans la presse un appel d'offres de la NEF pour la construction des logements sociaux d'à peine une vingtaine de mètres carrés. On voit difficilement une famille s'épanouir dans un espace aussi restreint. L'intégration sociale demande un environnement digne pour ces pauvres qui, pour éviter leur exclusion, doivent être connectés à la société à travers des aménités nécessaires : réseaux routiers, espaces verts, jardins d'enfants, écoles, commerces, etc. À moins que le but ne soit qu'un calcul mathématique pour se vanter à la fin d'un mandat ministériel...